

Ulrich PFEIL, éd., *Mythes et tabous des relations franco-allemandes au XX<sup>e</sup> siècle. Mythen und Tabus der deutsch-französischen Beziehungen im 20. Jahrhundert*

Berne, P. Lang, coll. Convergences, 2012, 312 p.

Christoph Brüll

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7022>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7022

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2012

Pagination : 360-362

ISBN : 978-2-8143-0130-6

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Christoph Brüll, « Ulrich PFEIL, éd., *Mythes et tabous des relations franco-allemandes au XX<sup>e</sup> siècle. Mythen und Tabus der deutsch-französischen Beziehungen im 20. Jahrhundert* », *Questions de communication* [En ligne], 22 | 2012, mis en ligne le 08 janvier 2013, consulté le 08 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7022>

---

présidentielle. À quand une étude des portraits parus pour les présidentielles de 2012, qui comparerait le traitement entre, d'une part, les « petits candidats » comme Philippe Poutou, Nicolas Dupont-Aignan, Jacques Cheminade et, d'autre part, la candidate Marine Le Pen.

Sur un objet aussi actuel, on peut regretter qu'Aurélié Olivesi se cantonne à une stricte démarche d'analyse du discours, ce qui a pour conséquence de renvoyer les auteurs journalistes dans un grand Autre inconnu. On aurait aimé entendre ces journalistes revenir sur cette campagne, circonstancier leurs interventions, ne serait-ce que pour mieux comprendre le sens qu'ils donnent à leur pratique ainsi qu'à cette campagne présidentielle oscillant entre relents sexistes et progrès de l'affirmation paritaire. L'accession de Ségolène Royal au statut de candidate d'un parti en passe de l'emporter est le moment où le discours journalistique a dû faire un effort de neutralisation. Cette inclusion du personnel politique femme dans le premier cercle des acteurs légitimes s'est accompagné d'un mouvement d'exclusion contre les candidats plus mal classés dans les sondages. En 2012, les choses ne semblent pas avoir beaucoup changé ; on pense à la sortie de Franz-Olivier Giesbert, directeur du magazine *Le Point*, le 12 avril 2012, contre les « petits candidats » sur le plateau de France 2 (*Des paroles et des actes*), décrivant Philippe Poutou (candidat du Nouveau Parti anticapitaliste) comme « totalement *baba cool* » et ne connaissant « absolument rien de ses dossiers », Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) comme « gaulliste de poche », résumant le programme de Nathalie Artaud (Force ouvrière) par la formule « c'est quand même Les Bronzés font de l'économie » et estimant que Jacques Cheminade (Solidarité et Progrès) aurait été « mieux en première partie de Nicolas Canteloup ou de Laurent Gerra » et qu'Éva Joly (Europe écologie-les verts) était « l'erreur de casting absolue » (« on ne comprend rien de ce qu'elle dit, d'ailleurs tout le monde s'en fout »).

Enfin, certaines interprétations de l'auteure laissent un peu dubitatifs. Ainsi en va-t-il de la « surprise » des commentateurs au lendemain du débat Sarkozy-Royal du second tour. Était-ce parce qu'ils étaient surpris qu'une femme sache débattre ? On peut aussi considérer que Ségolène Royal refusait toute invitation aux débats et que certains journalistes en ont peut-être déduits qu'elle ne maîtrisait pas cet exercice. D'où leur surprise. Car Ségolène Royal, plus qu'une femme politique, fut une candidate aux stratégies très personnelles. En ce sens, et si le livre saisit et caractérise pleinement les invariants sexistes de la

langue journalistique, il manque parfois à décrire ce que ce « moment 2007 » a pu avoir de spécifique, comme ce face-à-face entre une candidate singulière et un contexte qui ne l'était pas moins. Pour autant, Aurélié Olivesi présente avec une grande rigueur scientifique les évolutions du discours public sur la présence des femmes en politique.

Gaël Villeneuve

CSU CRESPPA, université Paris 8  
villeneuve.gael@gmail.com

Ulrich Pfeil, éd., *Mythes et tabous des relations franco-allemandes au XX<sup>e</sup> siècle. Mythen und Tabus der deutsch-französischen Beziehungen im 20. Jahrhundert*. Berne, P. Lang, coll. Convergences, 2012, 312 p.

Durant la campagne présidentielle française de 2012, le couple franco-allemand fut un invité régulier. Les débats autour de la crise financière ont apporté et apportent encore leur lot d'interrogations françaises sur la politique du voisin, mais ont également vu une augmentation assez spectaculaire de discours empreints de stéréotypes, voire ouvertement germanophobes. Dès l'ouverture, cette actualité de la thématique est soulignée par Sylvain Schirmann qui observe un retour des « images sur l'Autre négatif » (p. 3) depuis quelques années. À cet égard, ce volume collectif vient à point nommé. Mais, c'est le discours dominant, celui de l'« ennemi héréditaire » devenu l'« ami héréditaire » avec la « réconciliation » d'après 1945, les deux voisins formant dorénavant le « couple » moteur de la construction européenne qui constitue l'objet principal des analyses rassemblées. 16 historiens, philologues et ethnologues abordent les mythologies des relations franco-allemandes dans des contributions écrites en allemand (six) et en français (dix). Le résultat est un ouvrage assez varié, qui multiplie les perspectives et les approches sur le mythe, défini comme « ce qui n'a jamais existé et ce qui se perpétue » (p. 226 et couverture) dans les relations franco-allemandes. En outre, cet ouvrage se fonde sur la prémisse d'un antagonisme assez rigide entre la France et l'Allemagne depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il n'est évidemment pas possible de détailler ici tous les articles, aussi allons-nous revenir sur les textes qui semblent être les originaux et stimulants.

Hartmut Stenzel examine un des manuels d'école les plus connus de la III<sup>e</sup> République, *Le Tour de la France par deux enfants* (G. Bruno, Paris, Belin, 1906), pour analyser le discours identitaire qu'il véhicule. Il est montré que l'« esprit de revanche » que l'on croirait omniprésent est soigneusement évité dans l'ouvrage, en transformant

la défaite de 1870-1871 en « tabou », afin d'en arriver à l'idée d'une République fondée sur ses valeurs propres et non pas sur la revanche. Cette question du tabou est également soulevée par la contribution de Clemens Künnemann. Comment intégrer « Vichy » et la collaboration avec l'Allemagne nazie dans le grand récit de la « France éternelle » ? Où est la place de « Vichy » dans la continuité de la France ? Telles sont les questions auxquelles il tente de répondre en analysant avec pertinence le cadre législatif et politique, mais aussi les batailles de la mémoire les plus récentes. Ainsi évoque-t-il le discours de Jacques Chirac (discours prononcé lors de la 53<sup>e</sup> commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv, 16/07/95) reconnaissant la « dette imprescriptible de l'État » concernant la collaboration française à la persécution et à la déportation des Juifs. Toutefois, il est à regretter que l'influence que ces débats ont pu avoir sur les relations et la mythologie franco-allemande reste quelque peu sous-exposée. Cette perspective relationnelle est développée de façon convaincante dans la contribution de Patrice Arnaut consacrée aux requis français pour le travail obligatoire. L'auteur y analyse la confrontation des représentations françaises à la réalité allemande durant la Seconde Guerre mondiale, partant de l'observation que « jamais autant de Français civils n'ont vécu en Allemagne » (p. 51), pour montrer comment ces requis commencent, à travers leurs rencontres quotidiennes avec la population civile allemande, à s'interroger sur les fondements de la mémoire collective française. Si la haine et les ressentiments étaient bel et bien existants, la surprise de voir que les Allemands étaient si différents des stéréotypes véhiculés en France semble avoir été le sentiment dominant – surtout chez les intellectuels parmi les requis. Patrice Arnaut souligne l'engagement de ceux-ci pour la construction européenne et l'aspiration à la paix qui en résultent.

Le poids des représentations de l'autre sur la politique et sur l'histoire des relations franco-allemandes est particulièrement bien mis en évidence dans les contributions d'Andreas Wilkens, de Marion Gaillard et de Corine Defrance. Andreas Wilkens interroge le mythe franco-allemand par excellence : « Rapallo ». D'emblée, il en souligne le caractère asymétrique d'« épouvantail » pour les Français et de simple référence historique pour les Allemands. Il montre ainsi que le traité germano-soviétique de 1922 est, pour les Français, le symbole des « incertitudes allemandes », de cette angoisse selon laquelle les Allemands seraient régulièrement tentés de rechercher leur bonheur stratégique à l'est. Les années 50, la nouvelle *Ostpolitik* de Willy Brandt et, évidemment, les années qui suivent la réunification de 1990 marquent des

étapes importantes de l'évolution d'un mythe « dont on aurait tort de croire qu'il a cessé de hanter les esprits » (p. 87). Marion Gaillard s'intéresse également à ces représentations de l'histoire dont l'intensité augmente à certains moments particuliers. Elle montre que la perception – assez négative – du rôle de François Mitterrand lors du processus de la réunification allemande de 1990 se fonde moins sur l'attitude et la politique réelle de celui-ci que sur le prisme des représentations en jeu. Dans une perspective de longue durée, Corine Defrance revisite les étapes de la construction du mythe de la « réconciliation » franco-allemande après 1945. Elle y épingle l'instrumentalisation politique du passé et pose notamment la question de savoir quelle histoire est commémorée – en retraçant, par exemple, les débats autour du 11 novembre comme jour de commémoration franco-allemande. Ce texte très riche peut également être lu comme une mise en garde contre la décontextualisation d'événements et d'évolutions historiques dans les discours mémoriels.

Ensuite, quatre contributions explorent la mythologie franco-allemande dans des domaines de recherche jusqu'à présent peu visités. La politique coloniale, facteur souvent sous-estimé dans les relations bilatérales de l'Europe de l'après-1945, est au cœur des contributions de Jean-Paul Cahn et d'Eckard Michels. En se fondant sur ses travaux antérieurs, le premier montre que l'Algérie est devenue une sorte d'« oubli » dans les relations franco-allemandes qui, pour des raisons diverses – intérêts divergents, atteintes à la souveraineté allemande, prise de distance de la RFA face à la politique française –, arrangeait les deux pays. Le second se livre – également en se fondant sur des recherches antérieures – à un exercice d'analyse des constructions et déconstructions des mythes relatifs à la présence – importante – d'Allemands dans la Légion étrangère après 1945. La place des relations entre la France et l'« autre » Allemagne dans l'étude de la mythologie franco-allemande reste encore marginale, loin du grand récit franco-(ouest-)allemand depuis 1945. À cet égard, les contributions d'Ulrich Pfeil sur le mythe des « partis frères » et les relations entre le Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (SED) et le Parti communiste français (PCF) et de Sandra Schmidt sur la réception de Robert Merle en République démocratique allemande (RDA) démontrent le potentiel de ces thématiques pour une histoire politique et intellectuelle transnationale de la Guerre froide.

Si l'on considère l'ouvrage dans son ensemble, presque toutes les contributions (même celles qui sont écrites par des auteurs allemands) se placent dans une perspective française. Ce sont les perceptions et représentations françaises qu'on interroge. Si on prend pour exemple la contribution d'Hannah Milling qui analyse le discours sur l'Allemagne réunifiée dans une vingtaine d'ouvrages français, on aurait très bien pu imaginer une contribution « miroir » consacrée à des ouvrages allemands similaires sur la France, surtout si on ne prend pas seulement en compte ce que ces ouvrages disent sur les représentations de l'autre, mais aussi ce qu'ils disent sur leurs auteurs ou la représentation de soi-même.

En ce qui concerne la conception générale du volume, le lecteur cherchant une cohérence est mis à l'épreuve, l'ordre des textes étant parfois surprenant, impression probablement renforcée par l'absence de blocs thématiques. La conclusion d'Ulrich Pfeil ne compense que partiellement ce manque de cohérence. En revanche, elle souligne l'intérêt et le caractère passionnant de la thématique générale de l'étude de la construction et de la déconstruction des mythes et soulève la question de l'importance de – nouveaux – mythes pour l'avenir des relations franco-allemandes. Toutefois, comme c'est souvent le cas avec les ouvrages collectifs, les principales critiques à formuler concernent plutôt des manques que les contributions présentes. Ainsi s'étonne-t-on de ne pas trouver d'article qui consacre à la notion même d'« ennemi héréditaire », dans le prolongement des travaux de Michael Jeismann (*La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, CNRS Éd., 1997) sur l'avant-1918. Autre carence : il nous semble que les années 30 et la Seconde Guerre mondiale auraient mérité plus d'attention. Leur importance pour la mythologie franco-allemande de l'après-guerre est remarquablement analysée dans de nombreuses contributions, mais le rôle du mythe pour les relations franco-allemandes pendant les décennies 30-50 ne fait l'objet d'aucun article – à l'exception des remarques d'Andreas Wilkens sur le mythe de Rapallo et le traité germano-soviétique de 1939. Par ailleurs, l'espace frontalier est le grand absent de l'ouvrage. L'importance des relations centre-périphérie pour la représentation de l'autre aurait pu être approfondie. Il est évident que, notamment, le Rhin et sa mythologie, ou l'Alsace-Lorraine, ont constitué et constituent toujours à eux seuls matière pour de nombreux travaux. On trouve quelques éléments dans la contribution de Sandra Tauer sur l'emploi de stéréotypes dans la perception des mouvements

de protestation contre l'énergie nucléaire dans la région du Haut-Rhin qui montre que certains acteurs assimilaient l'« amour de la nature » des Alsaciens avec celui des Allemands, en le différenciant ainsi de la mentalité de l'« Innerfrankreich ».

En conclusion, si une des tâches les plus importantes des sciences sociales en général et de l'histoire contemporaine, en particulier, est de contribuer à une meilleure compréhension du présent à la lumière du passé, cet ouvrage est particulièrement bienvenu. Pour qui veut comprendre le rôle des représentations et du mythe dans les relations entre la France et l'Allemagne de nos jours, il fournit des articles bien informés, éclairants et stimulants.

Christoph Brüll

FNRS, université de Liège, Belgique  
Christoph.Brull@ulg.ac.be

**Catalina SAGARRA MARTIN, dir., *Le Génocide des Tutsi. Rwanda, 1994. Lectures et écritures.***

Québec, Presses de l'université Laval, coll. Mémoire et survivance, 2009, 290 p.

Ce recueil d'études est issu de la rencontre de « plus de 160 chercheurs et praticiens des quatre coins du monde » (p. ix) qui s'est tenue à Kigali en 2006, 12 ans après le génocide au Rwanda, avec le soutien de l'Agence canadienne pour le développement international et celui des autorités rwandaises (ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture). Ce contexte était évidemment de nature à favoriser les orientations mémorielles, et plus généralement sociétales, des débats ; c'est du moins ce dont témoigne un sommaire constitué de 13 articles finalement publiés, dont quatre seulement concernent directement les « lectures et écritures » annoncées par le titre (ceux de Catalina Sagarra, Josias Semujanga, Audrey Alvé, Issa Issantu Tembé). Les autres sont à situer dans l'horizon plus large de l'histoire du pays, de la mémoire des victimes, des questions juridiques et judiciaires, de la pédagogie ou de la spiritualité, plus marginalement celui des médias. La majorité des contributions proposent soit des essais de synthèse (panorama historique, principes de droit), soit des points de vue « appliqués » à partir d'une perspective sociale concrète. Dans ce contexte, il n'y avait donc pas lieu d'attendre de très nettes avancées dans le domaine de la recherche, même au-delà du domaine littéraire annoncé par le sous-titre. C'est dire à la fois les limites (le gouvernement rwandais est tout sauf une instance neutre en matière de mémoire historique et le point de vue canadien n'est pas non